

b) in 2° worden de woorden "voor het Waalse Gewest en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen" opgeheven;

c) de woorden "en afgesloten voor 31 december 2009" worden vervangen door de woorden "en afgesloten voor 1 januari 2015";

d) in 3° worden de woorden "en onbezet in dezelfde personeelsformatie" opgeheven;

e) het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 1 heeft uitwerking op 1 mei 2009.

Art. 4. Artikel 2, c) heeft uitwerking op 1 januari 2010.

Art. 5. Artikel 2, a), 2, b), 2, d), 2, e) heeft uitwerking op 1 januari 2012.

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 maart 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1055

[2012/202035]

29 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 11 janvier 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2011;

Vu le protocole n° 560 du Comité de secteur n° XVI, établi le 28 octobre 2011;

Vu l'avis 50732/2 du Conseil d'Etat donné le 11 janvier 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, les mots "pendant les mois de juillet, août et septembre" sont abrogés.

Art. 2. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est complété par les mots suivants : "ci-après dénommés contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires";

b) le 2^o est complété par les mots suivants : "ci-après dénommés contractuels de remplacement";

c) le 3^o est complété par les mots suivants : "ci-après dénommés contractuels auxiliaires";

d) le 4^o est complété par les mots suivants : "ci-après dénommés contractuels pour tâches spécifiques";

e) le 5^o est complété par les mots suivants : "ci-après dénommés contractuels experts."

Art. 3. Dans l'article 2, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o les mots "les espaces verts" sont insérés entre les mots "réserves naturelles" et les mots "et sur les sites de fouilles archéologiques";

b) l'énumération est complétée par un 10^o rédigé comme suit :

« 10^o les tâches exercées par les plongeurs. »

Art. 4. Dans l'article 2, §§ 3 et 4, du même arrêté, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "les engagements conclus aux fins d'exécuter ces tâches le sont soit pour une durée déterminée ou un travail nettement défini, soit pour une durée indéterminée" sont chaque fois abrogés.

Art. 5. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "11, § 1^{er}, alinéa 2" sont remplacés par "11, § 2";

2° les mots "le cadre fonctionnel des Ministères et Organismes contient les emplois à pourvoir visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 3° et 4°, du présent arrêté" sont remplacés par "les organigrammes du Service public de Wallonie reprennent, en plus des emplois statutaires, les emplois occupés par des contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires, auxiliaires, pour tâches spécifiques et experts."

Art. 6. L'article 3bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3bis. Afin d'atteindre le pourcentage visé à l'article 81, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, certains emplois pourront être réservés aux personnes handicapées lors de l'appel à candidatures.

Aussi longtemps que le pourcentage visé à l'article 81, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne n'est pas atteint, en cas de classement ex-aequo, les emplois seront prioritairement attribués aux personnes handicapées répondant à au moins une des conditions fixées à l'article 82, 1° à 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. »

Art. 7. L'article 4, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour les engagements de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires, de remplacement, auxiliaires et pour tâches spécifiques, les critères de sélection sont :

1° le diplôme et la formation ou la qualification en rapport avec l'emploi à attribuer;

2° les aptitudes;

3° les compétences comportementales et techniques;

4° la motivation pour occuper l'emploi.

Pour les engagements de contractuels experts, les critères de sélection sont :

1° le diplôme et la formation en rapport avec l'emploi à attribuer;

2° les aptitudes;

3° les compétences comportementales et techniques;

4° la motivation pour occuper l'emploi;

5° l'expérience professionnelle. »

Art. 8. Dans le même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, il est inséré un article 4bis rédigé comme suit :

« Art. 4bis. Le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales gère une banque de données des candidatures des personnes intéressées par un emploi contractuel au sein du Service public de Wallonie.

Cette banque de données est mise à disposition du Secrétariat général et des Directions générales ainsi que des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er}.

Les membres du Gouvernement ont un accès en consultation à cette banque de données.

Cette banque de données fait l'objet d'une publicité sur les sites internet du Service public de Wallonie et des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er}.

L'inscription peut se faire en ligne.

Il est accusé réception de l'inscription dans la banque de données.

L'inscription a une validité d'un an. »

Art. 9. L'article 5 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1^{er}. Pour tout engagement de personnel contractuel, une commission de sélection organise les épreuves de sélection.

§ 2. Pour les engagements de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires, hormis les engagements de personnel sur des postes vacants dans l'attente du pourvoi de ces postes par la voie statutaire, la commission de sélection se compose de trois membres du personnel pour les engagements au niveau A et B et de deux membres du personnel pour les engagements aux autres niveaux :

1° le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales ou son délégué;

2° un ou deux représentants de la Direction générale où l'emploi est à pourvoir, dont l'un préside la commission.

§ 3. Pour les engagements de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires dans l'attente du pourvoi des postes vacants par la voie statutaire, de contractuels de remplacement et auxiliaires, la commission de sélection se compose de trois membres du personnel pour les engagements au niveau A et B et de deux membres du personnel pour les autres niveaux.

Le directeur général de la Direction générale où le poste est à pourvoir désigne les membres de la commission de sélection, dont le président.

§ 4. Pour les engagements de contractuels pour tâches spécifiques et de contractuels experts, la commission de sélection, dont la composition est approuvée le Gouvernement wallon se compose :

1° du directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales ou son délégué qui la préside;

2° d'un ou plusieurs représentants de la Direction générale où l'emploi est à pourvoir;

3° d'un ou plusieurs membres présentant une compétence incontestable dans le domaine considéré qui ne font pas partie du Service public de Wallonie, dénommés membres externes.

§ 5. L'article 112*bis* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne s'applique aux membres externes des commissions de sélection constituées en vue de l'engagement de personnel contractuel. »

Art. 10. Dans le même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, il est inséré un article 5*bis* rédigé comme suit :

« Art.5*bis*. § 1^{er}. Pour tout engagement de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires, de contractuels de remplacement et de contractuels auxiliaires, le président de la commission de sélection ou son délégué consulte la banque de données visée à l'article 4*bis*.

La sélection des candidatures est opérée sur base d'une description de fonction et de critères de sélection relatifs à l'emploi à pourvoir.

Un appel à candidatures doit être lancé dans les cas suivants :

1° à défaut de minimum trois candidatures à l'emploi à pourvoir et répondant au profil recherché;

2° à la demande expresse du directeur général de la Direction générale concernée.

§ 2. La commission de sélection établit un classement sur la base d'une grille d'évaluation reprenant les critères de sélection visés à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, et transmet le rapport de sélection au directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales.

§ 3. Un canevas commun de grille d'évaluation, reprenant les compétences comportementales et techniques telles que mentionnées à l'article 4, § 2, est établi par le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales. L'administration fonctionnelle est chargée de compléter cette grille selon les spécificités du poste à pourvoir.

§ 4. Le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales approuve les procédures de sélection dont il n'a pas présidé la commission et procède à l'engagement des candidats qui conviennent dans l'ordre de leur classement dans les quinze jours de la réception du rapport de sélection.

Si le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales n'approuve pas la procédure de sélection, le dossier est transmis au secrétaire général, qui statue dans les dix jours. A défaut, la décision de non-approbation du directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales est censée être définitive et la procédure doit être recommencée.

§ 5. Le rapport de sélection approuvé est transmis par le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales au Ministre de la Fonction publique et au Ministre fonctionnel, à leur demande expresse.

§ 6. Le Ministre de la Fonction publique et/ou le Ministre fonctionnel se prononcent dans les dix jours quant à la régularité de la procédure de sélection. A défaut, la décision est réputée favorable.

§ 7. Si le Ministre de la Fonction publique et/ou le Ministre fonctionnel ne peuvent marquer leur accord sur la procédure, celle-ci est recommencée. »

Art. 11. Dans le même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, il est inséré un article 5*ter* rédigé comme suit :

« Art. 5*ter*. § 1^{er}. Tout engagement de contractuels pour tâches spécifiques et experts nécessite :

1° la publication d'un appel à candidatures par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester;

2° une description de fonction et un profil de compétence qui contient :

a) les compétences requises;

b) le nombre d'années d'expérience professionnelle utile requis;

c) les aptitudes requises;

3° une décision visant l'admissibilité des candidats et leur sélection.

§ 2. Pour l'engagement de contractuels experts, le nombre d'années d'expérience professionnelle requis au § 1^{er}, 2°, b), ne peut être inférieur à six.

§ 3. La description de fonction, le profil de compétences et la composition de la commission de sélection visée à l'article 5, § 4, sont approuvés par le Gouvernement avant l'appel à candidatures. En cas de décisions relatives à des politiques nouvelles ou particulièrement importantes et sur proposition du Ministre de la Fonction publique, le Gouvernement wallon se réserve la décision finale d'engagement.

§ 4. La commission de sélection établit un classement des candidats qui conviennent sur la base d'une grille d'évaluation reprenant les critères de sélection visés à l'article 4, § 2, alinéa 2, et fait rapport aux Ministres concernés.

§ 5. Lorsque la décision finale revient au Gouvernement wallon, la commission lui rend un avis motivé sur l'admissibilité des candidats par rapport à la description de fonction, au profil des compétences, à l'expérience, aux aptitudes et à la motivation de ceux-ci.

§ 6. Sans préjudice du § 5, le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales procède aux engagements dans l'ordre du classement des candidats. »

Art. 12. Dans le même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, il est inséré un article 5^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 5^{quater}. Le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales est chargé de faire rapport mensuellement au Ministre de la Fonction publique sur l'état d'avancement de toutes les procédures d'engagement.

Le Ministre de la Fonction publique communique ce rapport à tous les membres du Gouvernement.

Le modèle de rapport est approuvé par le Gouvernement. »

Art. 13. Dans l'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o" sont remplacés par les mots "contractuels auxiliaires, pour tâches spécifiques et experts".

Art. 14. L'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et partiellement annulé par l'arrêt n°206.654 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une rémunération identique au traitement et aux augmentations intercalaires liées à l'échelle de recrutement du niveau correspondant au diplôme requis.

Les contractuels auxiliaires, les contractuels pour tâches spécifiques et les contractuels experts, engagés à durée indéterminée, bénéficient, dans les mêmes conditions que les agents statutaires, des promotions visées aux articles 49, §§ 1^{er} et 2, 56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et, en ce qui concerne le niveau A, 56, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Dans le niveau A, le Gouvernement peut, s'agissant des engagements de contractuels experts, octroyer le bénéfice d'une rémunération liée aux échelles de premier attaché, de conseiller et, moyennant circonstances particulières dûment motivées, de directeur et d'inspecteur général.

Dans le niveau B, le Gouvernement peut, s'agissant des engagements de contractuels experts et moyennant circonstances particulières dûment motivées, octroyer le bénéfice d'une rémunération liée à l'échelle de premier gradué et de gradué principal. »

Art. 15. Dans l'article 9 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 10, alinéa 2, 6^o, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "à l'article" sont remplacés par les mots "aux articles 400 et".

Art. 17. Dans l'article 11 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, dans le but d'intégrer au niveau 3 l'actuel niveau 4, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "niveau 3" sont remplacés par "niveau D";

2^o les mots "dans le cadre du rapport visé à l'article 12, dernier alinéa, du présent arrêté" sont abrogés.

Art. 18. Dans l'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "des articles 152 et 186, 1^o, e), sont applicables aux membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o, engagés pour une durée indéterminée." sont remplacés par les mots "de l'article 152, sont applicables aux membres du personnel auxiliaires, pour tâches spécifiques et experts, engagés pour une durée indéterminée";

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'entrée en service des contractuels auxiliaires, pour tâches spécifiques et experts engagés pour une durée indéterminée emporte première évaluation favorable du membre du personnel. »

Art. 19. Dans l'article 12^{quater}, alinéa 2, 6^o, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "à l'article" sont remplacés par les mots "aux articles 400 et".

Art. 20. Dans l'article 13 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent arrêté aux organismes auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il y a lieu de substituer aux mots repris dans la colonne de gauche qui figurent dans le présent arrêté les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite :

Service public de Wallonie	= organisme(s)
Secrétaire général	= fonctionnaire général dirigeant
Directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales	= fonctionnaire général dirigeant qui dirige le personnel
Directeur général	= responsable du département, de la direction ou du service
Direction générale	= département, direction ou service. »

Art. 21. Dans le même arrêté, il est inséré un article *18bis* rédigé comme suit :

« La commission visée à l'article 5, § 4, peut-être complétée par un représentant du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de fonctionnel pour les engagements aux échelles A3, A4, *A4bis* et A5. Cette représentation du Gouvernement ne peut excéder le tiers du nombre total de membres de la commission. Cet article cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2015. »

Art. 22. L'article 5, § 5, du même arrêté, inséré par l'article 9 du présent arrêté, produit ses effets le 12 avril 2007.

Art. 23. L'article 18, 2^o, produit ses effets le 1^{er} mai 2009.

Art. 24. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 29 mars 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1055

[2012/202035]

29. MÄRZ 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des am 13. Dezember 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Januar 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 27. Januar 2011 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des am 28. Oktober 2011 aufgestellten Protokolls Nr. 560 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. Januar 2012 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 50732/2 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder wird die Wortfolge "während der Monate Juli, August und September" gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 2 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Nr. 1^o wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "; nachstehend werden diese Bediensteten als Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf bezeichnet;";

b) die Nr. 2^o wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "; nachstehend werden diese Bediensteten als Ersatzvertragspersonal bezeichnet;";

c) die Nr. 3^o wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "; nachstehend werden diese Bediensteten als Hilfsvertragspersonal bezeichnet;";

d) die Nr. 4^o wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "; nachstehend werden diese Bediensteten als Vertragspersonal für spezifische Aufgaben bezeichnet;";

e) die Nr. 5^o wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "; nachstehend werden diese Bediensteten als sachkundiges Vertragspersonal bezeichnet."

Art. 3 - In Artikel 2 § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Nr. 1^o wird die Wortfolge "den Naturschutzgebieten" durch "den Naturschutz- und Grüngebieten" ersetzt;

b) die Auflistung wird durch eine Nr. 10^o mit folgendem Wortlaut ergänzt: "10^o die von Tauchern verrichteten Aufgaben."

Art. 4 - In Artikel 2 § 3 und § 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge "Die Anstellungen zwecks der Durchführung dieser Aufgaben werden entweder auf bestimmte Zeit oder für eine deutlich bestimmte Tätigkeit, oder aber auf unbestimmte Zeit vorgenommen" jeweils gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° "11 § 1 Absatz 2" wird durch "11 § 2" ersetzt;

2° die Wortfolge "enthält der Ämterplan der Ministerien und Einrichtungen die in Artikel 2 § 1 1°, 3° und 4° des vorliegenden Erlasses zu besetzenden Stellen" wird durch folgende Wortfolge ersetzt "führen die Organisationspläne des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zusätzlich zu den statutarischen Stellen die Stellen an, die durch Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf, Hilfsvertragspersonal, Vertragspersonal für spezifische Aufgaben und sachkundiges Vertragspersonal besetzt werden."

Art. 6 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 eingefügte Artikel 3*bis* wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 3*bis* - Um den in Artikel 81, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Prozentsatz zu erreichen, können bei dem Bewerberaufnahmeprozess bestimmte Stellen behinderten Personen vorbehalten werden.

Solange der in Artikel 81, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnte Prozentsatz nicht erreicht ist, werden bei gleicher Einstufung die Stellen vorrangig den behinderten Personen zugeteilt, die mindestens einer der in Artikel 82, 1° bis 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Bedingungen genügen.»

Art. 7 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 ersetzte Artikel 4 § 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 2 - Für die Einstellung von Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf, Ersatzvertragspersonal, Hilfsvertragspersonal und Vertragspersonal für spezifische Aufgaben sind die Auswahlkriterien die Folgenden:

- 1° das Diplom und die Ausbildung oder die Qualifikation in Zusammenhang mit der zu besetzenden Stelle;
- 2° die Fähigkeiten;
- 3° die verhaltensgebundenen und technischen Kompetenzen;
- 4° die Motivation, um die Stelle zu besetzen.

Für die Einstellung von sachkundigem Vertragspersonal gelten die folgenden Auswahlkriterien:

- 1° das Diplom und die Ausbildung in Zusammenhang mit der zu besetzenden Stelle;
- 2° die Fähigkeiten;
- 3° die verhaltensgebundenen und technischen Kompetenzen;
- 4° die Motivation, um die Stelle zu besetzen;
- 5° die Berufserfahrung.»

Art. 8 - In denselben Erlass, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird ein Artikel 4*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 4*bis* - Der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie führt eine Datenbank der Bewerbungen von Personen, die an einer Stelle als Vertragspersonalmitglied innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie interessiert sind.

Diese Datenbank wird dem Generalsekretariat und den Generaldirektionen sowie den in Artikel 1 genannten Einrichtungen öffentlichen Dienstes zur Verfügung gestellt.

Die Mitglieder der Regierung können in diese Datenbank Einsicht haben.

Diese Datenbank ist Gegenstand einer Bekanntmachung auf den Homepages des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der in Artikel 1 genannten Einrichtungen öffentlichen Dienstes.

Die Eintragung in diese Datenbank kann on-line erfolgen.

Die Eintragung in die Datenbank ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung.

Die Eintragung hat eine Gültigkeit von einem Jahr.»

Art. 9 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 ersetzte Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 5 - § 1 - Für jede Einstellung von Vertragspersonal werden die Auswahlprüfungen von einem Auswahl Ausschuss organisiert.

§ 2 - Für die Einstellung von Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf, mit Ausnahme der Einstellung von Personal für vakante Stellen, die in Erwartung eines statutarischen Bediensteten sind, setzt sich der Auswahl Ausschuss aus drei Personalmitgliedern für die Einstellungen in den Stufen A und B und zwei Personalmitgliedern für die Einstellungen in den anderen Stufen zusammen; dabei handelt es sich um:

- 1° den Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten oder seinen Beauftragten;
- 2° einen oder zwei Vertreter der Generaldirektion, in der die Stelle zu besetzen ist, von denen einer den Vorsitz des Ausschusses übernimmt.

§ 3 - Für die Einstellung von Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf für vakante Stellen, die in Erwartung eines statutarischen Bediensteten sind, sowie von Ersatz- und Hilfsvertragspersonal setzt sich der Auswahl Ausschuss aus drei Personalmitgliedern für die Einstellungen in den Stufen A und B und zwei Personalmitgliedern für die anderen Stufen zusammen.

Der Generaldirektor der Generaldirektion, in der die Stelle zu besetzen ist, bestimmt die Mitglieder des Auswahl Ausschusses, worunter den Vorsitzenden.

§ 4 - Für die Einstellung von Vertragspersonal für spezifische Aufgaben und von sachkundigem Vertragspersonal setzt sich der Auswahlausschuss, dessen Zusammensetzung von der Wallonischen Regierung genehmigt wird, aus folgenden Personen zusammen:

- 1° dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten oder seinen Beauftragten; er führt den Vorsitz über den Ausschuss;
- 2° einem oder mehreren Vertretern der Generaldirektion, in der die Stelle zu besetzen ist;
- 3° einem oder mehreren Mitgliedern, die über unbestreitbare Fachkenntnisse in dem betreffenden Bereich verfügen, und dem Öffentlichen Dienst der Wallonie nicht angehören; diese Mitglieder werden als externe Mitglieder bezeichnet.

§ 5 - Artikel 112bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist auf die externen Mitglieder der Auswahlausschüsse anwendbar, die zwecks der Einstellung von Vertragspersonal gebildet werden.»

Art. 10. In denselben Erlass, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5bis* - § 1 - Für jede Einstellung von Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf, von Ersatzvertragspersonal und Hilfsvertragspersonal schlägt der Vorsitzende des Auswahlausschusses oder sein Beauftragter in der in Artikel 4bis genannten Datenbank nach.

Die Auswahl der Bewerbungen erfolgt auf der Grundlage von einer Funktionsbeschreibung und von Auswahlkriterien in Bezug auf die zu besetzende Stelle.

In folgenden Fällen muss ein Bewerberauftrag vorgenommen werden:

- 1° wenn es für die zu besetzende Stelle nicht mindestens drei Bewerbungen gibt, die dem gesuchten Profil entsprechen;
- 2° auf ausdrücklichen Antrag des Generaldirektors der betreffenden Generaldirektion.

§ 2 - Der Auswahlausschuss erstellt eine Einstufung auf der Grundlage eines Bewertungsrasters, in dem die in Artikel 4, § 2, Absatz 1 erwähnten Auswahlkriterien aufgenommen sind, und übermittelt den Bericht über die Auswahl dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten.

§ 3 - Ein gemeinsames Konzept des Bewertungsrasters, in dem die in Artikel 4 § 2 genannten verhaltensgebundenen und technischen Kompetenzen aufgenommen werden, wird von dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten erstellt. Die funktionelle Verwaltung wird damit beauftragt, dieses Raster aufgrund der Spezifität des zu beziehenden Postens zu ergänzen.

§ 4 - Der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten genehmigt die Auswahlverfahren, deren Auswahlausschuss nicht von ihm präsiert wurden, und stellt die geeigneten Bewerber gemäß ihrer jeweiligen Einstufung binnen fünfzehn Tagen nach dem Empfang des Auswahlberichtes ein.

Falls der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten das Auswahlverfahren nicht genehmigt, wird die Akte dem Generalsekretär übermittelt, der binnen zehn Tagen entscheidet. Falls das Auswahlverfahren durch den Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten nicht genehmigt wird und der Generalsekretär keine Entscheidung trifft, gilt der Beschluss der Nichtgenehmigung als endgültig und muss das Auswahlverfahren neu angefangen werden.

§ 5 - Der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten übermittelt den genehmigten Auswahlbericht dem Minister für den öffentlichen Dienst und dem von der Funktion her zuständigen Minister, dies auf deren ausdrücklichen Antrag.

§ 6 - Der Minister für den öffentlichen Dienst und/oder der von der Funktion her zuständige Minister befinden binnen zehn Tagen über die Ordnungsmäßigkeit des Auswahlverfahrens. In Ermangelung dessen gilt es als günstig.

§ 7 - Wenn sich der Minister für den öffentlichen Dienst und/oder der von der Funktion her zuständige Minister nicht mit dem Verfahren als einverstanden erklären können, wird dieses neu angefangen.»

Art. 11 - In denselben Erlass, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird ein Artikel *5ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5ter* - § 1 - Jede Einstellung von Vertragspersonal für spezifische Aufgaben und von sachkundigem Vertragspersonal erfordert:

- 1° die Veröffentlichung eines Aufrufs an die Bewerber anhand jeglicher Kommunikationsmittel, die den Interessenten ermöglichen, sich zu melden;
- 2° eine Funktionsbeschreibung und ein Kompetenzprofil mit folgenden Angaben:
 - a) den erforderlichen Kompetenzen;
 - b) der verlangten Anzahl Jahre nützlicher Berufserfahrung;
 - c) den verlangten Fähigkeiten;
- 3° einen Beschluss, der sich auf die Zulässigkeit der Bewerber und deren Auswahl bezieht.

§ 2 - Für die Einstellung von sachkundigem Vertragspersonal darf die in § 1, 2°, b) genannte erforderliche Anzahl Jahre Berufserfahrung nicht unter sechs liegen.

§ 3 - Die Funktionsbeschreibung, das Kompetenzprofil und die Zusammensetzung des Auswahlausschusses nach Artikel 5 § 4 werden vor dem Bewerberauftrag von der Regierung genehmigt. Im Falle von Beschlüssen betreffend neue politische Maßnahmen, oder von besonders wichtigen Beschlüssen und auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst behält sich die Wallonische Regierung den endgültigen Beschluss über die Einstellung vor.

§ 4 - Der Auswahlausschuss erstellt eine Einstufung der geeigneten Bewerber auf der Grundlage eines Bewertungsrasters, in dem die in Artikel 4 § 2 Absatz 2 erwähnten Auswahlkriterien aufgenommen sind, und erstattet den betreffenden Ministern Bericht.

§ 5 - Wenn der endgültige Beschluss von der Wallonischen Regierung gefasst werden muss, übermittelt der Auswahlausschuss ihr ein begründetes Gutachten über die Zulässigkeit der Bewerber aufgrund der Funktionsbeschreibung, des Kompetenzprofils, der Erfahrung, der Fähigkeiten und der Motivation der Bewerber.

§ 6 - Unbeschadet von § 5 führt der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten auf der Grundlage der jeweiligen Einstufung der Bewerber die Einstellungen durch.»

Art. 12 - In denselben Erlass, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird ein Artikel *5quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5quater* - Der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten wird mit einer monatlichen Berichterstattung an den Minister für den öffentlichen Dienst über den Fortschritt aller Einstellungsverfahren beauftragt.

Der Minister für den öffentlichen Dienst übermittelt diesen Bericht allen Mitgliedern der Regierung.

Das Muster für den Bericht wird von der Regierung genehmigt.»

Art. 13 - In Artikel 7 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge "die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° angeführten, auf unbestimmte Zeit eingestellten vertraglichen Personalmitglieder" durch "die auf unbestimmte Zeit eingestellten Mitglieder des Hilfsvertragspersonals, des Vertragspersonals für spezifische Aufgaben und des sachkundigen Vertragspersonals" ersetzt.

Art. 14 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 ersetzte und durch das Urteil Nr. 206.654 des Staatsrats teilweise für nichtig erklärte Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Die vertraglichen Personalmitglieder erhalten eine Entlohnung, die mit dem Gehalt und den zeitlich gestuften Erhöhungen gleich ist, die mit der Anwerbungstabelle der dem erforderlichen Diplom entsprechenden Stufe verbunden sind.

Die auf unbestimmte Zeit eingestellten Mitglieder des Hilfsvertragspersonals, des Vertragspersonals für spezifische Aufgaben und des sachkundigen Vertragspersonals haben unter denselben Bedingungen wie die statutarischen Bediensteten Anspruch auf die in Art. 49 § 1 und § 2, Art. 56 § 1 Absatz 1 und, was die Stufe A betrifft, Art. 56 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Beförderungen.

In der Stufe A kann die Regierung, was die Einstellung von sachkundigen Vertragspersonalmitgliedern betrifft, den Anspruch auf eine Entlohnung gewähren, die mit der Gehaltstabelle eines ersten Attachés, eines Beraters und vorbehaltlich besonderer ordnungsgemäß begründeter Umstände eines Direktors und eines Generalinspektors verbunden ist.

In der Stufe B kann die Regierung, was die Einstellung von sachkundigen Vertragspersonalmitgliedern betrifft und vorbehaltlich besonderer ordnungsgemäß begründeter Umstände, den Anspruch auf eine Entlohnung gewähren, die mit der Gehaltstabelle eines ersten Graduierten und eines Hauptgraduierten verbunden ist.»

Art. 15 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt.

Art. 16 - In Artikel 10 Absatz 2 6° desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird "nach Artikel 400bis" durch "nach Artikel 400 und 400bis" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 11 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen, um die aktuelle Stufe 4 in die Stufe 3 einzugliedern:

1° die Wortfolge "Stufe 3" wird durch "Stufe D" ersetzt;

2° die Wortfolge "im Rahmen des in Artikel 12 letzter Absatz des vorliegenden Erlasses erwähnten Berichts" wird gestrichen.

Art. 18 - In Artikel 12 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Die Wortfolge "mit Ausnahme der Artikel 152 und 186, 1°, e) sind auf die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° genannten Mitglieder des Vertragspersonals anwendbar, die auf unbestimmte Zeit eingestellt sind" wird ersetzt durch "mit Ausnahme des Artikels 152 sind auf die auf unbestimmte Zeit eingestellten Mitglieder des Hilfsvertragspersonals, des Vertragspersonals für spezifische Aufgaben und des sachkundigen Vertragspersonals anwendbar".

2° Der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Dienstantritt von auf unbestimmte Zeit eingestelltem Hilfsvertragspersonal, Vertragspersonal für spezifische Aufgaben und sachkundigem Vertragspersonal setzt eine erste günstige Bewertung des Personalmitglieds voraus.»

Art. 19 - In Artikel 12quater, Absatz 2 6° desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird "nach Artikel 400bis" durch "nach Artikel 400 und 400bis" ersetzt.

Art. 20 - Artikel 13 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses auf die Einrichtungen, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, anwendbar ist, besteht der Anlass, die in der linken Spalte angeführten Wörter, die im vorliegenden Erlass stehen, durch die in der rechten Spalte gegenüberstehenden Wörter zu ersetzen:

Öffentlicher Dienst der Wallonie	= Einrichtung(en)
Generalsekretär	= leitender Generalbeamter
Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten	= leitender Generalbeamter, der das Personal leitet
Generaldirektor	= Person, die die Abteilung, die Direktion oder die Dienststelle leitet
Generaldirektion	= Abteilung, Direktion oder Dienststelle.»

Art. 21 - In denselben Erlass wird ein Artikel 18bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Der in Artikel 5 § 4 genannte Ausschuss kann für Einstellungen in den Gehaltstabellen A3, A4, A4bis und A5 durch einen Vertreter des Ministers für den öffentlichen Dienst und des von der Funktion her zuständigen Ministers ergänzt werden. Diese Vertretung der Regierung darf nicht mehr als ein Drittel der Gesamtanzahl Mitglieder des Ausschusses übertreffen. Dieser Artikel tritt am 1. Januar 2015 außer Kraft.»

Art. 22 - Artikel 5 § 5 desselben Erlasses, eingefügt durch Artikel 9 vorliegenden Erlasses, wird am 12. April 2007 wirksam.

Art. 23 - Artikel 18, 2° wird am 1. Mai 2009 wirksam.

Art. 24 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. März 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1055

[2012/202035]

29 MAART 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 11 januari 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 januari 2011;

Gelet op het protocol nr. 560 van het Sectorcomité XVI, opgesteld op 28 oktober 2011;

Gelet op het advies nr. 50732/2 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden worden de woorden "tijdens de maanden juli, augustus en september" geschrapt.

Art. 2. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt aangevuld als volgt : "hierna contractuelen voor buitengewone en tijdelijke behoeften genoemd;" :

b) 2° wordt aangevuld als volgt : "hierna vervangingscontractuelen genoemd"» :

c) 3° wordt aangevuld als volgt : "hierna contractuele hulpkrachten genoemd" :

d) 4° wordt aangevuld als volgt : "hierna contractuele voor specifieke taken genoemd" :

e) 5° wordt aangevuld als volgt : "hierna deskundige contractuelen genoemd."

Art. 3. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

onder 1° wordt het woord "groengebieden" ingevoegd tussen de woorden "natuurreservaten" en "bij archeologische opgravingen";

b) de lijst wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

« 10° de taken verricht door de duikers. »

Art. 4. In artikel 2, §§ 3 en 4, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "De indienstnemingen die gesloten zijn om die taken uit te voeren, worden ofwel voor een bepaalde duur of voor een duidelijk afgebakende taak, ofwel voor een onbepaalde duur gesloten" opgeheven.

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de nummering "11, § 1, tweede lid" worden vervangen door de nummering "11, § 2";

2° de woorden "houdt de functionele personeelsformatie van de Ministeries en Instellingen de in te vullen betrekkingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, 3° en 4°, van dit besluit in" worden vervangen door de woorden "voorzien de organisatieschema's van de Waalse Overheidsdienst, naast statutaire betrekkingen, in betrekkingen bekleed door contractuelen voor buitengewone en tijdelijke behoeften, contractuele hulpkrachten, contractuelen voor specifieke taken en deskundige contractuelen."

Art. 6. Artikel 3bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3bis. Om te voldoen aan het percentage bedoeld in artikel 81, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, kunnen bepaalde betrekkingen bij de kandidatenoprop aan gehandicapte personen voorbehouden worden.

Zolang het percentage bedoeld in artikel 81, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode niet bereikt is, zullen de betrekkingen in geval van ex-aequo bij voorrang toegekend worden aan de gehandicapte personen die voldoen aan minstens één van de voorwaarden bedoeld in artikel 82, 1° tot 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. »

Art. 7. Artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Voor de indienstnemingen van contractuelen voor buitengewone en tijdelijke behoeften, vervangingscontractuelen, contractuele hulpkrachten en contractuelen voor specifieke taken gelden de volgende criteria :

1° het diploma en de vorming of de kwalificatie in verband met de toe te kennen betrekking;

2° de bekwaamheden;

3° de technische en gedragsvaardigheden;

4° de motivering om de betrekking te bekleden.

Voor de indienstnemingen van deskundige contractuelen gelden de volgende criteria :

1° het diploma en de vorming in verband met de toe te kennen betrekking;

2° de bekwaamheden;

3° de technische en gedragsvaardigheden;

4° de motivering om de betrekking te bekleden;

5° de beroepservaring. »

Art. 8. Hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met een artikel *4bis*, luidend als volgt :

« Art. *4bis*. De directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken beheert een databank van de kandidaturen van de personen die geïnteresseerd zijn in een contractuele betrekking binnen de Waalse Overheidsdienst.

Die databank wordt ter beschikking gesteld van het secretariaat-generaal en van de directoraten-generaal, alsook van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1.

De leden van de Regering krijgen toegang tot die databank om ze te raadplegen.

Die databank is het voorwerp van een openbaarmaking op de internetsites van de Waalse overheidsdienst en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1.

Inschrijvingen kunnen elektronisch geschieden.

De inschrijving bij de databank is het voorwerp van een bericht van ontvangst.

De inschrijving heeft een geldigheidsduur van één jaar. »

Art. 9. Artikel 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. Voor elke indienstneming van contractueel personeel worden de selectieproeven door een selectiecommissie georganiseerd.

§ 2. Voor de indienstnemingen van contractuelen voor buitengewone en tijdelijke behoeften, behalve de indienstnemingen van personeel op vacante posten in afwachting dat ze langs de statutaire weg ingevuld worden, bestaat de selectiecommissie uit drie personeelsleden voor indienstnemingen op niveau A en B en uit twee personeelsleden voor indienstnemingen op de overige niveaus :

1° de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken of diens afgevaardigde;

2° één of twee vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal waar de betrekking ingevuld moet worden, van wie één het voorzitterschap van de commissie waarneemt.

§ 3. Voor de indienstnemingen van contractuelen voor buitengewone en tijdelijke behoeften, in afwachting dat de vacante posten langs de statutaire weg ingevuld worden, van vervangingscontractuelen en contractuele hulpkrachten, bestaat de selectiecommissie uit drie personeelsleden voor indienstnemingen op niveau A en B en uit twee personeelsleden voor indienstnemingen op de overige niveaus.

De leden van de selectiecommissie, onder wie de voorzitter, worden aangewezen door de directeur-generaal van het directoraat-generaal waar de post ingevuld moet worden.

§ 4. Voor indienstnemingen van contractuelen voor specifieke taken en deskundige contractuelen bestaat de selectiecommissie, waarvan de samenstelling door de Regering goedgekeurd wordt, uit :

1° de directeur-generaal van het Overkoepelend directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken of diens afgevaardigde, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° één of twee vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal waar de betrekking in te vullen is;

3° één of verschillende leden met een onbetwistbare vaardigheid in het overwogen domein die niet deel uitmaken van de Waalse overheidsdienst, externe leden genoemd.

§ 5. Artikel 112*bis* van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode is van toepassing op de externe leden van de selectiecommissies ingesteld met het oog op de indienstneming van contractueel personeel. »

Art. 10. Hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met een artikel *5bis*, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. § 1. Voor elke indienstneming van contractuelen voor buitengewone en tijdelijke behoeften, van vervangingscontractuelen en contractuele hulpkrachten raadpleegt de voorzitter van de selectiecommissie of diens afgevaardigde de databank bedoeld in artikel *4bis*.

De kandidaten worden geselecteerd op basis van een functiebeschrijving en van selectiecriteria i.v.m. de in te vullen betrekking.

Een kandidatenoproep wordt in de volgende gevallen gedaan :

1° bij gebrek aan minimum drie kandidaturen voor de in te vullen betrekking die aan het gezochte profiel beantwoorden;

2° op uitdrukkelijk verzoek van de directeur-generaal van het betrokken directoraat-generaal.

§ 2. De selectiecommissie maakt een rangschikking op basis van een evaluatierooster waarin de in artikel 4, § 2, eerste lid, bedoelde selectiecriteria opgenomen zijn, en maakt het selectieverslag aan de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken over.

§ 3. Een gemeenschappelijk evaluatieroosterschema, waarin de in artikel 4, § 2, vermelde technische en gedragsvaardigheden opgenomen zijn, wordt door de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken opgemaakt. De functionele administratie moet die rooster invullen naar gelang van de specificiteiten van de in te vullen betrekking.

§ 4. De directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken stemt in met de selectieprocedures waarvoor hij het voorzitterschap van de commissie niet heeft waargenomen en gaat binnen vijftien dagen na ontvangst van het selectieverslag tot de indienstneming van de geschikte kandidaten over in de volgorde van hun rangschikking.

Als de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken niet met de selectieprocedure instemt, wordt het dossier overgemaakt aan de secretaris-generaal, die binnen tien dagen beslist. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing waarbij de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken niet instemt geacht definitief te zijn en moet de procedure opnieuw opgestart worden.

§ 5. Het goedgekeurde selectieverslag wordt overgemaakt aan de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken, aan de Minister van Ambtenarenzaken en aan de functionele Minister, op hun uitdrukkelijk verzoek.

§ 6. De Minister van Ambtenarenzaken en/of de functionele Minister spreken zich binnen tien dagen uit over de regelmatigheid van de selectieprocedure. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 7. Als de Minister van Ambtenarenzaken en/of de functionele Minister niet met de procedure kunnen instemmen, wordt ze opnieuw opgestart. »

Art. 11. Hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met een artikel 5ter, luidend als volgt :

« Art. 5ter. § 1. Elke indienstneming van contractuelen voor specifieke taken en van deskundigen vereist :

1° de bekendmaking van een kandidatenoproep door elk communicatiemiddel waardoor elke geïnteresseerde persoon zich kan doen kennen;

2° een functieomschrijving en een vaardigheidsprofiel met :

a) de geëiste vaardigheden;

b) het vereiste aantal jaren nuttige beroepservaring;

c) de vereiste bekwaamheden;

3° een beslissing met het oog op de toelaatbaarheid van de kandidaten en hun selectie.

§ 2. Voor de indienstneming van deskundige contractuelen mag het in § 1, 2°, b), wordt minstens zes jaar beroepservaring geëist.

§ 3. De functiebeschrijving, het vaardigheidsprofiel en de samenstelling van de selectiecommissie bedoeld in artikel 5, § 4, worden voor de kandidatenoproep door de Regering goedgekeurd. In geval van beslissingen i.v.m. nieuwe of bijzonder belangrijke beleidslijnen en op voorstel van de Minister van Ambtenarenzaken komt de eindbeslissing inzake de indienstneming aan de Waalse Regering toe.

§ 4. De selectiecommissie maakt een rangschikking van de geschikte kandidaten op basis van een evaluatierooster waarin de in artikel 4, § 2, tweede lid, bedoelde selectiecriteria opgenomen zijn, en doet verslag aan de betrokken Ministers.

§ 5. Als de eindbeslissing aan de Waalse Regering toekomt, geeft de commissie haar een gemotiveerd advies over de toelaatbaarheid van de kandidaten ten opzichte van de functiebeschrijving, van hun vaardigheidsprofiel, ervaring, bekwaamheden en motivering.

§ 6. Onverminderd § 5, gaat de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken tot de indienstnemingen over in de volgorde van de rangschikking van de kandidaten. »

Art. 12. Hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met een artikel 5quater, luidend als volgt :

« Art. 5quater. De directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken moet maandelijks verslag doen aan de Minister van Ambtenarenzaken over de stand van vordering van alle indienstnemingsprocedures.

De Minister van Ambtenarenzaken legt dat verslag aan alle leden van de Regering over.

Het verslagmodel wordt door de Regering goedgekeurd. »

Art. 13. In artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5°" vervangen door de woorden "contractuele hulpkrachten, contractuelen voor specifieke taken en deskundige contractuelen".

Art. 14. Artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering 27 maart 2009 maart en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest nr. 206.654 van de Raad van State, wordt vervangen als volgt :

« De contractuele personeelsleden genieten een bezoldiging die gelijk is aan de wedde en de tussentijdse verhogingen i.v.m. de wervingsschaal van het niveau dat overeenstemt met het vereiste diploma.

De contractuele hulpkrachten, de contractuelen voor specifieke taken en de deskundige contractuelen, die voor onbepaalde duur in dienst genomen worden, komen onder dezelfde voorwaarden als de statutaire personeelsleden in aanmerking voor de bevorderingen bedoeld in de artikelen 49, §§ 1 en 2, 56, § 1, eerste lid, en wat niveau A betreft, 56, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

In niveau A kan de Regering, voor indienstnemeningen van deskundige contractuelen, het voordeel van een bezoldiging i.v.m. de schalen van eerste attaché, adviseur, en, mits behoorlijk gemotiveerde bijzondere omstandigheden, van directeur en inspecteur-generaal verlenen.

In niveau B kan de Regering, voor indienstnemeningen van deskundige contractuelen en mits bijzondere behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, het voordeel van een bezoldiging i.v.m. de schaal van eerste gegradueerde en hoofdgegradueerde verlenen. »

Art. 15. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 16. In artikel 10, tweede lid, 6°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "in artikel" vervangen door de woorden "in de artikelen 400 en".

Art. 17. In artikel 11 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, worden met het oog op de opneming van het huidige niveau 4 in niveau 3 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "niveau 3" worden door de woorden "niveau D" vervangen;

2° de woorden "in het kader van het verslag bedoeld in artikel 12, laatste lid, van dit besluit" worden opgeheven.

Art. 18. In artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de artikelen 152 en 186, 1°, e), van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5°, die voor een onbepaalde duur in dienst zijn genomen." vervangen door de woorden "artikel 152, toepasselijk op de leden van het hulppersoneel, voor specifieke taken en deskundigen die voor een onbepaalde duur in dienst genomen worden";

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« De indiensttreding van contractuele hulpkrachten, contractuelen voor specifieke taken en deskundige contractuelen die voor een onbepaalde duur in dienst genomen worden brengt de eerste gunstige beoordeling van het personeelslid met zich mee. »

Art. 19. In artikel 12^{quater}, tweede lid, 6°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "in artikel" vervangen door de woorden "in de artikelen 400 en".

Art. 20. Artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend lid :

« Voor de toepassing van dit besluit op de instellingen die onder de toepassing vallen van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren dienen de in dit besluit gebruikte woorden uit onderstaande linkerkolom te worden door de woorden die ertegenover staan in de rechterkolom :

Waalse Overheidsdienst	= Instelling(en)
secretaris-generaal	= leidend ambtenaar-generaal
directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-Personeel en Algemene Zaken	= leidend ambtenaar-generaal die de leiding over het personeel waarneemt
directeur-generaal	= verantwoordelijke van het departement, van de directie of van de dienst
directoraat-generaal	= departement, directie of dienst. »

Art. 21. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 18^{bis}, luidend als volgt :

« De commissie bedoeld in artikel 5, § 4, kan met een vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken en van de functionele Minister aangevuld worden voor indienstnemeningen in de schalen A3, A4, A4^{bis} en A5. Die vertegenwoordiging van de Regering mag niet groter zijn dan een derde van het totaal aantal leden van de commissie. Dit artikel houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2015. »

Art. 22. Artikel 5, § 5, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 9 van dit besluit, treedt in werking op 12 april 2007.

Art. 23. Artikel 18, 2°, treedt in werking op 1 mei 2009.

Art. 24. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 maart 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET